

Zeitschrift: Suisse magazine = Swiss magazine
Band: - (2016)
Heft: 317-318

Artikel: Tim Guldemann : conseiller national (PS/ZH) et Suisse de l'étranger
Autor: Alliaume, Philippe / Guldemann, Tim
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-864584>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

INTERVIEW

Tim Guldemann

Conseiller national (PS/ZH) et Suisse de l'étranger

par Philippe Alliaume

Vient de paraître aux éditions Alphil à Neuchâtel un dialogue avec Tim Guldemann, réalisé par José Ribeaud et Christophe Reichmuth, L'ouvrage s'intitule « Demain la Suisse ».

Bien qu'ayant effectué une longue carrière au DFAE, l'ambassadeur Guldemann est connu pour sa liberté de parole, qui lui valut d'ailleurs un désagréable rappel à l'ordre de Flavio Cotti. Mais si cela le conduisit à une grande prudence sur la forme, il n'en renia pas pour autant ses convictions de citoyen socio-libéral et engagé hyperactif, qui compte de nombreux soutiens et autant de détracteurs. Sur le secret bancaire, par exemple, il n'a jamais hésité à négocier dans le sens d'une « Rubikisation » de la relation germano-suisse, thèse fort éloignée de celle de la majorité de son parti politique.

Dans ce petit opus, il nous offre un regard décalé mais de fin connaisseur sur notre « Sonderfall » qu'il classe volontiers comme le mythe d'un passé révolu, en relevant que si nous pensons éventuellement autrement, nous n'en sommes pour autant ni différents ni forcément meilleurs. Il souligne toutefois que la Suisse n'a pas encore trouvé le nouveau paradigme destiné à remplacer ce mythe condamné.

Il souligne volontiers que la Suisse est traditionnellement et historiquement un pays d'immigration et fait part de son agacement vis-à-vis de présentations trop « kitsch » de la Suisse. Il n'hésite pas à critiquer le dogme – ou plutôt la position politique récente – de la « souveraineté absolue du peuple suisse » en soulignant qu'il appartient aux autorités de guider le peuple et en faisant un parallèle détaillé avec la situation allemande – mais tout cela sans mettre en question les mérites de la démocratie directe.

N'en concluez pas pour autant qu'il aurait rejoint la mode des dénigreurs de la Suisse. Il souligne volontiers l'une de ses fiertés, la culture politique suisse qui fonctionne

en partant du bas vers le haut. Il réfute le mythe selon lequel la Suisse serait « petite » en illustrant son propos par son importance économique et politique, sans pour autant rejoindre l'UDC quand cette dernière présente la Suisse comme en position de force vis-à-vis de l'Europe. Pour lui, la Suisse a naturellement sa place dans l'Europe, et n'en est pas un simple partenaire.

Fervent partisan de l'intégration européenne, il analyse avec acuité la schizophrénie de la politique suisse tant depuis 1992 qu'à l'occasion du vote du 9 février 2014 et propose des solutions institutionnelles originales pour dépasser le blocage politique. Confiant dans l'UE, il rappelle que c'est plus l'euro que l'UE qui est en crise.

Sa formation et sa carrière diplomatique lui permettent de disposer d'une véritable expérience en gestion de crise, qu'il a pratiquée notamment en Tchétchénie et en Iran. Son credo passe par une attention particulière au respect mutuel comme clef des négociations les plus délicates.

Son élection de 2015 en fait le premier Suisse de l'étranger élu au National. Il n'est nullement, comme l'OSE tente de le faire croire, élu au National pour représenter les Suisses de l'étranger (cela n'a aucun sens, les Suisses de l'étranger n'avaient ni circonscription électorale, ni candidat, ni parti). Mais il est lui-même Suisse de l'étranger et bien sûr fin connaisseur par sa situation et par son expérience des problématiques de ces 740 000 citoyens. Outre vous recommander la lecture de son opus, *Suisse Magazine* a souhaité lui poser quelques questions auxquelles il nous a aimablement répondu :

Suisse Magazine : Vous le soulignez dans votre ouvrage, une grande majorité des Suisses de l'étranger sont double-nationaux. Pensez-vous qu'il faut les compter à part ? Pensez-vous

qu'ils sont de « moins bons Suisses » ? Pensez-vous que la double nationalité par droit du sang est politiquement quelque chose de durable ?

Tim Guldemann : Celui qui a le passeport rouge est un Suisse à part entière quel que soit son domicile. Il a donc des droits politiques, qu'il peut et doit exercer. Qu'il ait une autre nationalité ne joue là-dedans aucun rôle, et je ne vois pas pourquoi le droit du sang ne subsisterait pas dans le futur.

Vous soulignez également que seule une petite fraction des Suisses de l'étranger sont inscrits pour voter. Les élections récentes ont rappelé qu'on compte facilement plus de 50 % d'abstention en Suisse. Pensez-vous que les Suisses de l'étranger peuvent et doivent voter sur tous les sujets, y compris par exemple lorsqu'il s'agit de voter une redevance intérieure qu'ils ne paieront pas, et ce contre l'avis majoritaire des résidents ?

Dire que les Suisses de l'étranger ne devraient pas se mêler de ce qui concerne les dépenses de l'État serait une discrimination les réduisant à des citoyens de seconde classe. Et celui qui voudrait cela devrait logiquement se demander si les étrangers en Suisse, qui paient des impôts, ne devraient pas bénéficier des droits politiques complets, y compris sur les décisions de dépenses.

Pensez-vous qu'il est possible de traiter les 740 000 Suisses de l'étranger comme une entité à part, alors qu'ils peuvent être aussi bien frontaliers travaillant en Suisse qu'émigrés de la 5^e génération à l'autre bout du monde ?

Il y a différents groupes de Suisses de l'étranger qui – chacun à sa manière – apportent une très importante contribution au succès de notre pays. Il y a aussi depuis quelque temps le problème social des nombreux frontaliers suisses pour qui, à Bâle ou

à Genève, les loyers sont devenus inaccessibles. Et bien sûr, il faut faire la différence entre ceux qui sont expatriés depuis des générations et ceux qui ne passent qu'un court moment à l'étranger. Mais tous participent à leur manière à l'ouverture internationale de la Suisse et à la représentation de ses intérêts. C'est pourquoi ils méritent en général plus de reconnaissance et de gratitude que quelques mots de nos politiciens lors des congrès de l'OSE (*Auslandschweizertag*).

Que pensez-vous de la nouvelle loi sur les Suisses de l'étranger ?

Cette loi est une bonne chose. D'une part elle rassemble toutes les dispositions concernant les Suisses de l'étranger dans un seul texte. Mais elle est aussi un pas important en direction de la reconnaissance de la Cinquième Suisse par la mère patrie. Les responsabilités et missions du DFAE sont précisées. La loi permet également une subvention fédérale pour la mise en place par les cantons du vote électronique. Cela est important pour la Cinquième Suisse. Malheureusement, peu avant les élections, il a fallu assumer un recul, faute pour certains cantons de garantir la sécurité du vote. Heureusement la loi a maintenu l'immatriculation obligatoire qui facilite les contacts officiels avec la Cinquième Suisse. La loi reconnaît encore l'OSE comme organe de représentation des intérêts des Suisses de l'étranger.

Quelle est votre position sur les problèmes dont se plaignent aujourd'hui les Suisses de l'étranger (difficultés ou coût de maintien d'un compte bancaire, assurances sociales, fermeture de consulats, sentiment d'abandon par la Suisse... ?)

En ce qui concerne les banques, ce sont des entreprises privées et l'État ne peut pas leur donner d'ordres. Les coûts des comptes des clients « étrangers » ont considérablement

augmenté à cause des exigences renforcées de lutte contre la dissimulation fiscale. Encore plus précaire est la situation pour les Suisses aux États-Unis. Les banques ne font pas la différence entre clients étrangers et Suisses de l'étranger. Il fallait informer les Suisses des possibilités offertes et des coûts prélevés par différentes banques, l'OSE l'a fait en publiant les résultats d'un sondage. Parallèlement, les banques ont été sensibilisées au problème et je crois que nous devons continuer à travailler dans cette direction. Une instruction officielle – outre les difficultés politiques d'application – serait une mauvaise solution car elle ne serait applicable que si l'État assumait les frais à la place des banques. Ce qui ne serait pas normal. La solution serait sans doute un nouvel accord sur le marché des services financiers avec l'UE, mais la solution n'est pas pour demain.

Sur de nombreux sujets et notamment les relations fiscales, les Suisses de

l'étranger ont eu tendance à considérer que le gouvernement avait manqué d'ambition, de longueur de vue et de courage dans la défense de leurs intérêts. Est-ce un avatar du « paradigme perdu » ou de la conception « bottom up » de la démocratie ? Quelle est votre analyse ?

C'est un cercle vicieux. Moins les Suisses de l'étranger peuvent influencer sur la politique intérieure, moins ils sont pris en compte. Et plus ils ont l'impression que la politique intérieure ne les prend pas au sérieux, moins ils s'engagent en se disant « ça ne changera rien ». Nous devons sortir de ce cercle vicieux. Quand les partis mesureront l'influence de la Cinquième Suisse, ils réagiront. On le voit à Genève où le poids électoral de la Cinquième Suisse est l'un des plus élevés et où les Suisses de l'étranger sont pris au sérieux. Le phénomène se voit aussi lors des élections. Peu avant chaque élection, les partis briguent les voix de l'étranger mais leurs listes ne

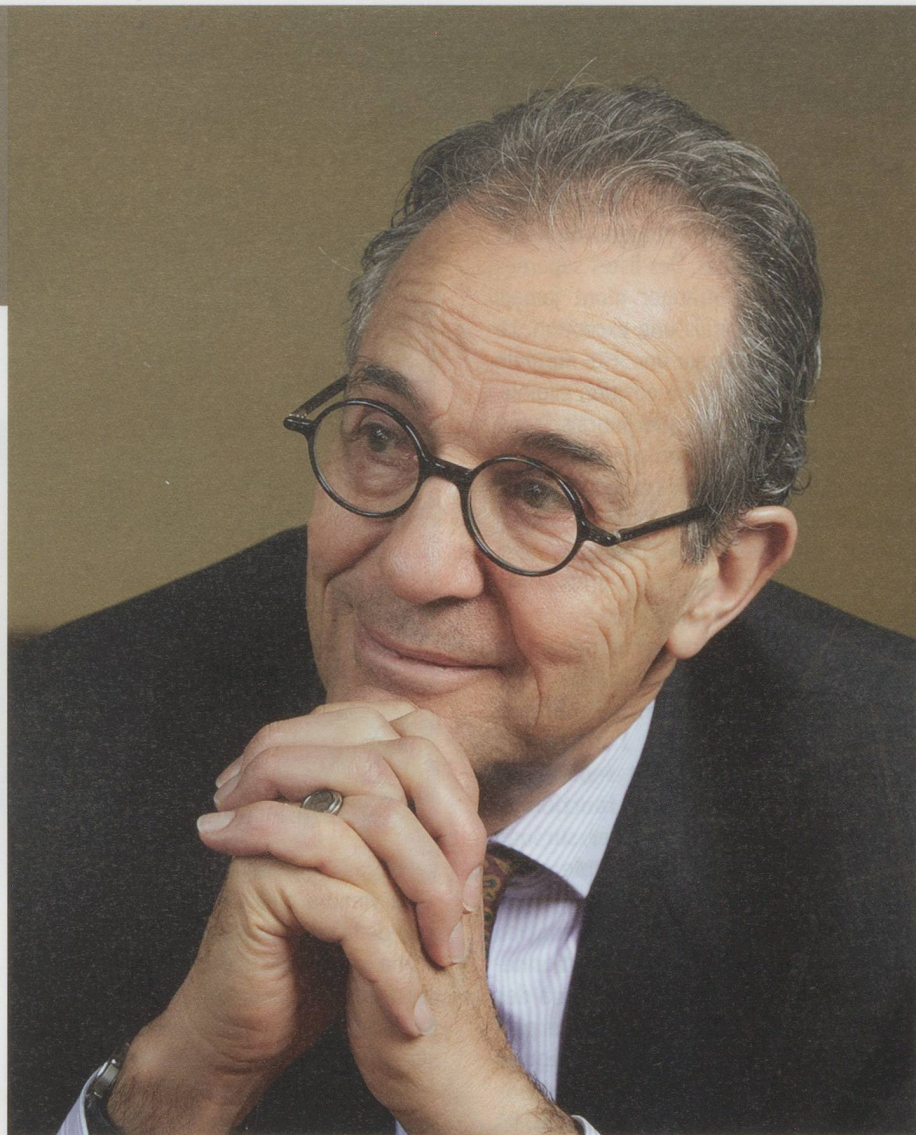


Photo Tim Guldemann

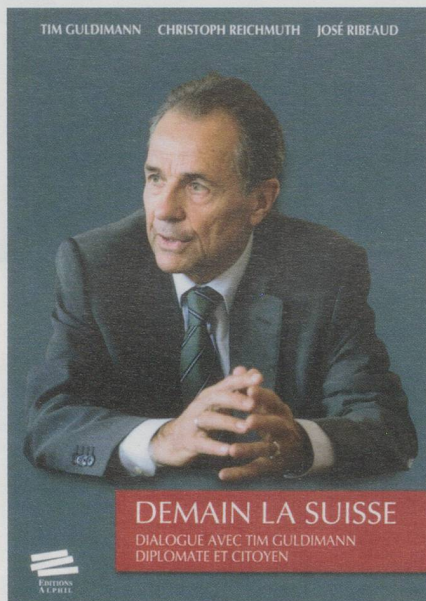
▷ placent les Suisses de l'étranger qu'à des positions non éligibles. Des listes séparées pour Suisses de l'étranger n'ont jamais abouti non plus. J'étais une exception. Le PS de Zurich m'a mis sur une liste normale en 10^e position, donc une position éligible. Mais en me précisant que j'aurais à me battre, ce que j'ai fait en obtenant la 3^e place des 9 élus cantonaux. Peut-être que ma candidature « internationale » a aussi joué en ma faveur. Le PS a gagné deux mandats dans le canton.

Vous soulignez votre attachement à la conception « de bas en haut » de la démocratie suisse. En ce qui concerne les Suisses de l'étranger, l'organe qui s'auto-intitule « parlement » n'est pas élu par les citoyens et le fonctionnement est très loin de reposer sur une « souveraineté absolue du peuple ». Les récentes tentatives de l'OSE pour enfin insérer, à l'occasion de la LSEtr, un peu de démocratie dans son fonctionnement se sont heurtées d'une part à des blocages administratifs et d'autre part à des votes négatifs de ses délégués. Quelle est votre analyse sur le sujet ?

Je suis pour plus de démocratie dans les organes représentatifs de la Cinquième Suisse. Pas seulement par principe, mais aussi pour donner plus de crédibilité aux porte-parole vis-à-vis des autorités à Berne. Je suis aussi conscient que c'est compliqué d'un point de vue organisationnel et que ceux qui s'engagent dans les associations locales et régionales ne seraient pas pour autant élus facilement. Cela pourrait aussi amener à un affaiblissement des structures actuelles de l'OSE. Nous devons avancer prudemment.

Les Suisses de l'étranger ont longtemps été de sensibilité UDC notamment dans l'entretien d'un profond Heimweh. De nouvelles générations sont plus volontiers socio-démocrates voire socialistes. Les organes qui prétendent les représenter peinent à sortir du radicalisme du XIX^e siècle. Comment abordez-vous ce grand écart ?

En tant que social-démocrate je me réjouis que le PS soit le parti de la Cinquième Suisse avec la plus grande représentativité. Nous avons eu plus de voix que l'UDC. Pour moi il est primordial que la Suisse



reste européenne et ouverte au monde. Cela viendra plus de la Cinquième Suisse que de la politique intérieure ou du patriotisme isolationniste de l'UDC. Mais surtout les intérêts spécifiques de la Cinquième Suisse ne relèvent pas plus de la droite que de la gauche et il faut donc mobiliser tout le monde. Je me réjouis si l'UDC participe.

Selon vous, quelles sont les principales forces et faiblesses de la Suisse aujourd'hui ? Quels sont les défis qui attendent la Suisse demain ?

Les principaux enjeux pour la Suisse sont en matière de politique extérieure. Bilatérales après les décisions contre l'immigration de masse, réfugiés et terrorisme. Il faut élaborer des réponses à ces questions complexes et offrir une alternative crédible aux pseudo-solutions isolationnistes de l'UDC.

Une des actualités européennes est la crise des réfugiés. Que doit faire la Suisse selon vous ? Quel impact sur les relations Suisse/UE ?

L'afflux de réfugiés va changer l'Europe et la Suisse, même si notre pays est jusqu'à aujourd'hui peu affecté. Rapporté au nombre d'habitants, la Suisse a accueilli trois fois moins de réfugiés que l'Allemagne cette année. Ce n'est que par un traitement européen que nous pouvons contenir ce flux. Fermer les frontières n'est pas une solution. La Suisse doit, dans son propre intérêt, prendre une part active aux efforts

européens. Il est facile d'exiger l'élimination des causes dans de lointains pays en crise. Mais au moins devrions-nous assumer une augmentation massive de l'aide humanitaire à destination des camps de réfugiés et en faire un exemple pour les pays voisins.

Vous le savez sans doute, le magazine qui vous accueille est le dernier et le seul magazine indépendant pour les Suisses de l'étranger⁽¹⁾. Survivant depuis près de 60 ans il a servi de modèle à la création de la Revue suisse qui est financée par la Confédération alors que Suisse Magazine ne reçoit aucun subside fédéral. Pensez-vous que la Confédération devrait se pencher sur cet aspect pour éviter à Suisse Magazine de disparaître ?

Je suis en général sceptique sur l'efficacité des subventions d'État pour régler les problèmes. Mais la question de savoir si l'on ne doit subventionner qu'un seul organe des Suisses de l'étranger mérite d'être examinée.

Avez-vous un message particulier à adresser à nos lecteurs ?

Ne ratez aucune occasion de participer activement à la politique intérieure. C'est le seul moyen de rendre visibles les revendications de la Cinquième Suisse aux yeux des élus suisses. La politique intérieure n'en sera que plus respectueuse des Suisses de l'étranger. ■

Tim Guldimmann

Né en 1950 à Zurich, Docteur en sciences politiques de l'Université de Dortmund. Marié à Christiane Hoffmann, journaliste allemande et père de Clara et Marina. Carrière diplomatique depuis 1981 et notamment ambassadeur en Iran et à Berlin, ainsi que chef des missions de l'OSCE en Tchétchénie, Croatie et au Kosovo.

Chargé de cours de politique étrangère aux universités de Berne, Zurich, Fribourg, Bruges, Varsovie.

Élu au Conseil national en octobre 2015 sur la liste PS de Zurich.

⁽¹⁾ Suisse Magazine a été amené, pour des raisons de stricte égalité des armes avec les autres candidats suisses de l'étranger, à refuser la publicité électorale payante commandée par plusieurs candidats dont Tim Guldimmann. La Revue suisse a publié ces annonces et a été rémunérée à cet effet.